



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

apprentissage

Question écrite n° 35760

Texte de la question

M. Patrick Hetzel attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social sur l'annonce faite par le Premier ministre le 17 juillet quant à la politique gouvernementale concernant l'apprentissage. En effet, le 17 juillet il a annoncé la suppression de l'indemnité compensatrice de formation. Toutefois devant la levée de bouclier qui a suivi cette annonce, il est revenu sur sa décision en déclarant que dans les entreprises de moins de 10 salariés, l'ICF sera remplacée par une nouvelle mesure dont les modalités restent à déterminer. Mais la suppression resterait maintenue dans les entreprises de plus de 10 salariés. Hélas, le mal est fait et l'apprentissage est fortement touché par cette communication gouvernementale désastreuse. Cette annonce faite au moment même où les contrats d'apprentissage sont en cours de signature, alors qu'il faut convaincre les chefs d'entreprise de signer davantage de contrats, est évidemment désastreuse. De telles tergiversations sont totalement contreproductives. La situation est d'ores et déjà source d'inquiétudes pour les entreprises et constituera à n'en pas douter un frein évident aux embauches. Des régions où l'apprentissage est traditionnellement fort vivace comme par exemple l'Alsace, vont être frappées spécifiquement. Il lui demande donc de rassurer en revenant complètement sur la suppression de cette indemnité. Les chefs d'entreprise ont besoin de stabilité et de lisibilité des politiques publiques gouvernementales. Il est déjà difficile d'atteindre les objectifs fixes en termes de nombre de contrats conclus. L'apprentissage est une mesure très efficace de lutte contre le chômage, raison pour laquelle il souhaite connaître les mesures concrètes qu'il mettra en place afin de le favoriser enfin.

Texte de la réponse

L'apprentissage est une voie d'excellence pour l'accès à la qualification et l'insertion professionnelle durable des jeunes, 70 % d'entre eux étant en emploi six mois après leur formation. Prenant en compte cette réalité, le pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi a fixé l'objectif de faire progresser le nombre d'apprentis de 435 000 aujourd'hui à 500 000 en 2017. Cet objectif du Gouvernement reste aujourd'hui totalement d'actualité et plusieurs initiatives sont prises en ce sens. Dès l'automne 2012, prenant en compte les effets positifs de leur action auprès des entreprises et des jeunes, la décision avait été prise de prolonger en 2013 le financement des développeurs de l'apprentissage. Les investissements dans l'apprentissage sont amplifiés. Le Premier ministre a annoncé le 9 juillet 2013 une enveloppe de 550 millions d'euros dans le cadre de la nouvelle génération du programme investissements d'avenir, consacrée en particulier à la jeunesse et à la formation, qui bénéficiera notamment au développement de l'alternance. Elle prendra à terme la suite du programme actuel en faveur de la rénovation de l'offre de formation et de l'hébergement des apprentis. Dans le prolongement de la dernière grande conférence sociale, une concertation sur l'apprentissage est en cours avec les réseaux consulaires, les partenaires sociaux et les régions dans le but de réformer notamment la répartition de la taxe d'apprentissage, qui doit davantage bénéficier à l'apprentissage, et de mobiliser ainsi au niveau des territoires des ressources supplémentaires pour les centres de formation d'apprentis. Le Gouvernement a souhaité par ailleurs réformer le dispositif d'aides publiques à l'apprentissage. L'Etat y consacre chaque année près de 3 milliards d'euros sous différentes formes. Conduite dans le cadre de la modernisation de l'action publique,

l'évaluation de ces aides, qui se sont sédimentées au fil du temps sans véritable cohérence, a démontré que certaines d'entre elles, peu ciblées, n'étaient pas suffisamment incitatives à l'embauche d'apprentis. Aussi, c'est dans un souci d'efficacité et de sérieux budgétaire que plusieurs décisions ont été arrêtées. D'une part, l'indemnité compensatrice forfaitaire versée par les conseils régionaux sera remplacée par une nouvelle aide pour les très petites entreprises de 10 salariés et moins, pour lesquelles ce type d'aide joue un véritable effet levier en matière d'embauche d'apprentis. Les régions conservent naturellement toute latitude pour définir un régime d'aide plus large pour les entreprises de plus de 10 salariés, en fonction des besoins du territoire et des filières prioritaires. D'autre part, le crédit d'impôt bénéficiant aux employeurs sera également mieux ciblé. Les caractéristiques de la nouvelle aide aux employeurs et le mode de ciblage du crédit d'impôt sont encore en cours d'élaboration fin septembre 2013, dans le cadre de la préparation du projet de loi de finances pour 2014. Enfin les exonérations de cotisations sociales, jugées très efficaces, seront quant à elles maintenues pour tous les employeurs, pour un total de 1,3 milliards d'euros à la charge de l'Etat. Cette nouvelle architecture d'aides sera mise en place en 2014, ainsi qu'un dispositif transitoire pour les contrats en cours. Les entreprises qui auront embauché un apprenti avant le 31 décembre 2013 seront aidées dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui pour l'année scolaire 2013-2014.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Hetzel](#)

Circonscription : Bas-Rhin (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 35760

Rubrique : Formation professionnelle

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 août 2013](#), page 8618

Réponse publiée au JO le : [5 novembre 2013](#), page 11681